Madagascar Résistance

Lettre numéro 5 - Mars 2010

Nous ne nous aimons pas encore assez!

La plus grande victoire du maître sur son esclave, ou du colonisateur sur le colonisé, est d'avoir réussi à implanter chez ces derniers le mépris de soi.

C'est pourquoi il nous a paru utile de consacrer un numéro de notre bulletin à ce sujet, car le mépris de l'Afrique et des Africains est une couverture commode sous laquelle le maintien de politiques néo coloniales peut être justifié. **Pire, 50 ans après le retour de l'indépendance des ex colonies d'Afrique, il se trouve encore des Africains qui prononcent contre leurs pays respectifs des jugements et des condamnations qui vont dans le même sens.**

Ainsi, les troubles politiques récurrents, la corruption des dirigeants et des administrations, la pauvreté persistante des populations dont souffre les Etats africains seraient uniquement de leur responsabilité.

Il y a là, en filigrane, un sous-entendu qui alimente les préjugés racistes : le retard de développement de l'Afrique ne serait-il pas dû à une incapacité spécifiquement africaine de progresser économiquement et socialement ?

Ce préjugé est exprimé à travers des expressions telles que « Ils ont voulu être indépendants, tant pis pour eux » ou « on a les dirigeants qu'on mérite ». Il se traduit aussi par une relative indifférence face aux atteintes aux droits de l'homme qui surviennent en Afrique, alors que des évènements similaires dans d'autres parties du monde retiennent l'intérêt et suscitent des élans de solidarité plus forts.

Et pourtant !

Bien des aspects de l'héritage colonial restent aujourd'hui des obstacles majeurs au développement économique de l'Afrique et aux problèmes sociaux auxquels elle doit faire face. Sans vouloir chercher des alibis commodes aux dirigeants africains, ni minimiser la responsabilité de certains d'entre eux dans l'appauvrissement de leurs peuples, on peut affirmer sans hésiter que les tenants du « tant pis pour eux », ou bien ignorent l'histoire, ou bien s'apparentent **aux révisionnistes qui nient la réalité et veulent réécrire l'histoire à leur manière.** La persistance du préjugé raciste– conscient ou non- chez les peuples colonisateurs, peut s'expliquer par plusieurs siècles d'endoctrinement reposant sur le postulat de la supériorité de l'homme blanc et de sa culture. Ceci a fait l'objet de nombreuses études. Par contre, les chercheurs se sont moins penchés sur les effets nocifs durables de l'esclavage et de la colonisation sur les mentalités collectives des peuples colonisés. Un de ces effets nous semble être **le mépris de soi chez certains Africains qui expriment le rejet de leurs peuples à travers des jugements parfois plus sévères que ceux des étrangers.** Cette auto dévaluation ne serait-elle pas une manifestation d'une perte de repère identitaire ?

En effet, un constat s'impose : **dans le but de pérenniser leur domination, l'esclavagiste et le colonisateur ont utilisé les mêmes stratégies.** Parmi celles-ci, **la destruction de l'identité de l'esclave ou du colonisé a été privilégiée, et a été entreprise de manière systématique.** Le but était d'enlever aux hommes et aux femmes soumis par la force la capacité de résister. Or, la capacité de résister est essentiellement mentale. Il s'agissait donc de les priver des éléments susceptibles de leur permettre de survivre mentalement, leur survie physique devant être exploitée à des fins économiques. Aussi, **la dépersonnalisation fut-elle la méthode employée,** à travers la dévalorisation systématique de la culture dominée, sous tous ses aspects : la langue, l'histoire, les us et coutumes.

Dévalorisation de la langue

A Madagascar, l'usage du malgache dans l'enceinte des écoles fut longtemps interdit, sous peine de sanction. Durant les douze premières années du « retour de l'indépendance », le programme d'enseignement dans tout le système éducatif demeura celui de la France. Comme durant la période coloniale, la langue nationale ne fut enseignée au niveau de l'enseignement secondaire que comme « deuxième langue étrangère », au même titre que l'allemand ou l'espagnol, l'anglais étant la première langue étrangère. Et les bourses étant pour la plupart des lycéens une condition sine qua non pour accéder aux études supérieures, le nombre de malgachisants fut, et demeure encore aujourd'hui, très faible.

Il est intéressant de noter, car ce fait a encore une répercussion sur les évènements actuels à Madagascar, que les écoles privées protestantes devinrent ainsi le refuge de la langue nationale, et l'Eglise protestante une pépinière de « résistants culturels ».

Il est également important de rappeler que, contrairement à ce qui se passe dans certains Etats africains, rassemblant dans leurs frontières artificielles héritées de la colonisation des peuples de cultures et de langues différentes, la culture malgache est homogène et **les Malgaches parlent la même langue**. **L'usage d'une langue étrangère commune comme langue de travail entre Malgaches n'était pas nécessaire**. La maîtrise– indispensable - des langues étrangères ne devait être qu'un outil de communication avec l'extérieur.

Ce ne fut qu'en 1972 que cet alignement sur le programme français fut remis en question et que l'adoption de la langue nationale comme langue d'enseignement débuta au niveau des écoles primaires. Cette malgachisation fait encore débat aujourd'hui, car elle est remise en question au gré des changements de dirigeants et de leurs affinités politiques avec la France. Et ce, en dépit des avis de tous les spécialistes dans le monde qui recommandent l'usage de la langue maternelle pour une meilleure acquisition des connaissances.

L'efficacité de cette dévalorisation de la langue nationale se mesure aujourd'hui au **nombre élevé de décideurs et de techniciens qui éprouvent des difficultés à lire et à écrire le malgache.** Or, l'interaction entre le langage usuel et le mode de pensée étant bien connu, **il ne faut pas s'étonner de la distanciation qu'il a pu y avoir entre certains décideurs politiques et la population.**

Dévalorisation de l'histoire nationale

L'oralité de nombreuses cultures africaines et de la culture malgache n'a pas permis la transcription par les intéressés de leur histoire avant la colonisation.

Dans le cas de Madagascar, l'usage de la première écriture utilisée, l'arabo - malgache ou « sorabe », semble avoir été réservé à un nombre très restreint d'initiés, plutôt pour transcrire des textes à caractère religieux ou magique, que pour relater des évènements. Ces documents sont mal connus, la plupart ayant été détruits à la demande des missionnaires, suite à la conversion des dirigeants du royaume au christianisme.

Après la fixation de la langue écrite avec l'alphabet latin dans la seconde moitié du XIXème siècle, les premiers ouvrages historiques furent rédigés principalement par des missionnaires (par exemple le R.P. Callet) ou par des voyageurs étrangers. S'ils constituent des documents précieux, ils n'en demeurent pas moins marqués par le regard et la culture des colonisateurs.

L'émergence d'historiens africains est relativement récente. Ce retard peut s'expliquer par le tabou dont fut recouvert l'histoire du colonisé durant toute la période coloniale. Là encore il s'agissait, non seulement de faire reconnaître l'histoire de la « métropole » comme étant la seule digne d'intérêt, mais aussi d'empêcher la mémorisation d'évènements ou de personnages susceptibles d'inspirer une résistance. La persistance de ce tabou politique dans la première décennie du retour des indépendances explique également, en partie, ce retard de l'appropriation par les Africains de leur propre histoire. En partie, car ce manque d'appropriation est aussi le fait du manque de volonté politique de certains dirigeants – eux-mêmes acculturés- de donner à cette histoire la place qu'elle mérite dans les programmes de recherches et dans l'éducation.

Or, loin d'être seulement un problème académique, **cette méconnaissance de leur histoire a une répercussion sur la pensée et le mode de fonctionnement actuels des dirigeants et des peuples africains. Elle les prive des références positives, sources de fierté et de force, comme des référence négatives dont il faut tirer des leçons.** Elle fausse leur lecture et leur compréhension du présent et les pousse à adopter sans les questionner des modèles institutionnels et des modèles de développement imposés par l'Occident. **La dépersonnalisation engagée pendant la période coloniale se perpétue et se concrétise ainsi par des institutions inadaptées et les dysfonctionnements inévitables qui s'en suivent dans la gestion des Etats. D'où les crises à répétition.**

Pour reprendre l'exemple de Madagascar, peu de Malgaches connaissent l'histoire des guerres franco-malgaches qui ont montré la forte résistance du royaume avant la défaite de 1895. Peu de Malgaches connaissent l'histoire de la colonisation dans leur pays, notamment la stratégie de déculturation, la politique de mise à l'écart des nationaux des domaines techniques, économiques et financiers, afin de les limiter à l'état de bons auxiliaires de l'administration coloniale.

Aussi, peu de Malgaches comprennent-t-ils le sens profond des évènements de 1947, des enjeux de 1972, de 1991 et de 2001. Et pourtant **les lignes de forces qui s'opposèrent alors, sont les mêmes qui s'opposent aujourd'hui dans cette crise qui a débuté voici un an.** C'est pourquoi il est urgent d'encourager ceux qui ont vécu ces moments forts de l'histoire malgache de garder une trace écrite de leurs souvenirs, même si leur publication reste encore difficile pour des raisons financières ou politiques.

Dévalorisation des us et coutumes

A Madagascar, cette dévalorisation n'a rien épargné. Nous citerons en exemple l'abandon de deux coutumes importantes.

L'abandon de l'attribution du nom individuel :

Essence même de l'être, depuis la naissance d'une personne et jusqu'après sa mort, dans la tradition malgache le nom ne devait pas être choisi à la légère. Le nom choisi n'était pas anodin : il était personnel. Pour un enfant il pouvait traduire un vœu pour son futur, une protection contre un danger, sa place dans sa famille. Un adulte changeait son nom en fonction des évènements majeurs de sa vie. Le nom n'était pas une étiquette collée superficiellement sur une personne : le nom « signifiait » l'être humain qu'était cette personne.

L'abandon de l'attribution d'un nom personnel s'est fait sous la double pression de l'administration et de l'Eglise catholique. Pression de l'administration coloniale, car sans citoyenneté française, pas d'accès aux écoles publiques pour les enfants. Or, l'adoption de cette citoyenneté imposait de faire porter le patronyme familial aux enfants. Pression de l'Eglise catholique ensuite, à travers les noms de baptêmes obligatoirement tirés du calendrier grégorien.

Au-delà du ridicule de noms spécifiquement masculins portés par des femmes – patronymie oblige - et de prénoms parfois invraisemblables à force d'être exogènes, les Malgaches ont abandonné en fait, en rompant avec l'attribution du nom individuel, **une certaine vision des relations entre l'être humain, son environnement familial, son environnement naturel et son environnement spirituel.**

L'abandon de la célébration du nouvel an malgache :

Formellement interdite sous la colonisation, la célébration du nouvel an malgache s'est faite de manière quasi clandestine jusqu'à un passé récent. Une double opposition a fait obstacle à sa restauration depuis le retour de l'indépendance : une opposition politique et une opposition religieuse.

Prolongeant la stratégie du colonisateur, l'opposition politique semble viser, au premier abord, toute résurgence de rites festifs liés au souvenir de la royauté. En effet, le « fandrona » ou bain royal, était un moment important de la célébration du nouvel an malgache. Par ce bain rituel purificateur, le roi ou la reine entamait une nouvelle page dans ses relations avec ses sujets. **L'esprit de paix et de concorde qui animait le souverain ou la souveraine dans cette démarche animait également la population.** Ainsi, la veillée précédant le nouvel an était mise à profit pour rassembler la grande famille, clore les dissensions, réconcilier des époux en instance de séparation. **Cette recherche de concorde et de pardon mutuel est l'une des plus belles concrétisations du « fihavanana ».** Les Malgaches, dans leur majorité, étant encore attachés à ces valeurs, quelle est donc **la vraie raison politique** du maintien sous éteignoir du nouvel an malgache ?

Car ce n'est pas l'aspect monarchique en tant que tel qui est ciblé, des cérémonies très proches du « fandrona » étant pratiquées avec faste dans diverses régions de l'île, avec par exemple le bain rituel des reliques royales chez les Sakalavas. L'interdit formulé plus ou moins ouvertement, même aujourd'hui, viserait plutôt la référence à la monarchie mérina. Comme si les républiques d'Europe devaient s'interdire d'honorer tout héritage de leur passé monarchique ! Galiéni peut reposer en paix : sa stratégie de division laisse encore des séquelles.

Une première tentative de sortir la célébration du nouvel an malgache de sa semi clandestinité eut lieu en 1994, à l'initiative de Tsilavina Ralaidimby, Ministre de la Culture du gouvernement de Francisque Ravony. La présence du Premier Ministre à une

cérémonie à Ambohimanga (colline sacrée au nord d'Antananarivo) entraîna deux réactions diamétralement opposée : une vive approbation du public intéressé par le renouveau culturel de la manifestation et une forte réprobation d'une partie des Eglises chrétiennes, notamment protestantes. **Les rites traditionnels pratiqués lors de cette cérémonie et considérés comme incompatibles avec le christianisme furent la cause de cette opposition religieuse.**
Il est à relever que l'Eglise catholique, alliée objective de la colonisation française, est paradoxalement plus tolérante envers les rites traditionnels, dans sa démarche « d'inculturation ». Ainsi, le père de l'anthropologie malgache fut un prêtre, le Père Razafintsalama Adolphe, qui forma la plupart des anthropologues à Madagascar. Parmi ceux-ci on compte de nombreux prêtres. **En ces semaines qui précèdent le nouvel an malgache, on ne peut que regretter qu'en cette année 2010, la célébration de cette fête restera encore le fait d'un groupe restreint. Les valeurs morales et sociales qu'elle véhicule mériteraient pourtant une audience nationale en cette période de crise.**

Nous, Africains, n'avons pas fini de compenser notre perte d'identité, fruit de la stratégie de dépersonnalisation mise en œuvre par le colonisateur. Notre travail de reconstruction doit encore être poursuivi. Jusqu'à ce que ce mépris de nous-même qui nous ronge encore parfois à des degrés divers s'efface. **Jusqu'à ce que nous regardions nos pays respectifs, non pas comme des pays maudits par la fatalité ou notre incapacité à avancer, mais comme des pays qui ont souffert gravement et dont la guérison sera longue, surtout dans un contexte mondial défavorable.** Aimons nos pays comme ce proverbe arabe invite à aimer : *« l'enfant que je préfère est celui qui est en voyage jusqu'à ce qu'il revienne ; celui qui est malade, jusqu'à ce qu'il guérisse ».*

Flash info – rétro :

***22 juillet 2009** : Selon les informations recueillies, le FIS (Forces d'interventions spéciales) serait sur les traces d'Andry Ralijaona depuis Lundi. Les gardiens du domicile de l'ex-PCA de la JIRAMA ont été interpellés, les lieux susceptibles d'avoir vu passer l'ancien SG du MAP ont été ratissés au peigne fin. Sans succès. Les éléments du FIS se sont alors rabattus sur le domicile de la mère de M. Ralijaona et ont affirmé qu'ils la détiendront jusqu'à ce que son fils se rende. (Source : Tananews.com)*

*On appelle ça une **« prise d'otages ».** Pour rappel, cette technique de prise d'otages de proches avait déjà été utilisée par la HAT pour capturer le Directeur de Radio Fahazavana. La HAT avait pris en otage la femme dudit directeur.*

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Ile de la Réunion